

Langues zOne

Le journal des étudiants



N°12 - Oct / Nov 2008



Sommaire

Conflits en Ossétie du Sud	2 - 3
Retour des prisonniers du Hezbollah	4
Le cinéma israélien	5
Les universités américaines	6 - 7
Les universités turques	8
Le transsibérien	9
Le commerce équitable	10
Il s'appelait Jean-François	11
La page des assos	12

EDITO

Après une petite éclipse de quelques mois, **Langues zOne** repart pour une nouvelle année et en pleine forme ! Comme toujours, les bonnes résolutions, les espoirs, les attentes et les grands projets, vont bon train en cette période de rentrée. D'ailleurs, nous attendons toujours le beau temps en ce moment ! Alors pour vous faire patienter, bien que nous soyons déjà en automne, voyagez avec nous jusqu'en Ossétie, au Liban, en Turquie, aux Etats-Unis ou bien encore en Sibérie. Il est vrai que ce ne sont pas forcément toutes des destinations très chaudes, mais imaginez-vous assis ou allongés dans un canapé, un café à portée de main, et un exemplaire de **Langues zOne** sous les yeux : n'est-ce pas une belle image qui réchauffe le cœur ?

Trêve de plaisanteries, toute l'équipe du journal – soudée et motivée – vous souhaite une bonne rentrée et une agréable lecture en notre compagnie.

Benjamin

Nouvelles du monde

Mieux comprendre l'Ossétie du Sud et la Géorgie

Parce que l'information concernant le conflit en Ossétie du Sud n'a pas toujours été bien relayée en France, profitons des derniers événements pour rappeler le contexte géopolitique de cette région complexe.

Située à cheval sur la Géorgie et la Russie, l'Ossétie est partagée en deux régions : l'Ossétie du Nord, comprise dans la Fédération de Russie et jouissant du statut particulier de république autonome (au même titre que la Tchétchénie et l'Ingouchie) dont la capitale est Vladikavkaz, et l'Ossétie du Sud, incluse dans la république de Géorgie et dont la capitale est Tskhinvali. L'Ossétie du Sud a autoproclamé son indépendance en 1992, indépendance de fait qui n'a jamais été reconnue par la communauté internationale.

Les Géorgiens sont un peuple de langue et de culture caucasiennes. Le groupe caucasique rassemble une quarantaine d'ethnies distinctes dont les langues sont suffisamment proches pour avoir permis leur regroupement en une même famille. Parmi les ethnies caucasiennes on trouve les Tchétchènes, les Ingouches et les Abkhazes. Les Ossètes, quant à eux, sont un peuple d'origine scythique dont la langue est indo-européenne, proche du persan. L'ancienneté de l'établissement de ces deux peuples dans la région a favorisé le développement d'une culture caucasienne montagnarde commune ; de nombreuses traditions existent chez les Géorgiens comme chez les Ossètes avec parfois de légères variantes. Pas de divergences non plus sur le plan religieux : les deux peuples sont majoritairement chrétiens orthodoxes. Malgré ces apparentes proximités culturelles, la présence d'autant d'ethnies sur une si petite surface (le Caucase en compte plus de quatre-vingts pour une surface de 450 000 km²) ne pouvait que favoriser les tensions Staline, en procédant à un découpage administratif non dénué d'arrière-pensées puis en déplaçant des populations entières, avait encore compliqué la question, appliquant la vieille maxime « diviser pour régner ».

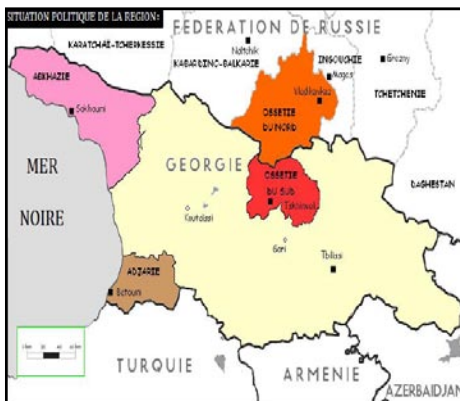
Les Ossètes du Sud se sont toujours sentis très proches des Ossètes du Nord car il s'agit bien du même peuple. Au cours de l'Histoire, plusieurs conseils ont été tenus en vue d'une réunification des deux régions en un seul pays, ce qui n'a jamais pu être réalisé jusqu'à présent (la dernière tentative date de novembre 2006). Si les Ossètes du Sud espèrent obtenir

leur reconnaissance par la communauté internationale, ce qui serait un premier pas vers une éventuelle réunification, les Géorgiens considèrent l'Ossétie du Sud sécessionniste comme une région menaçant l'équilibre de leur pays (l'Abkhazie, sur la Mer Noire, représentant le même danger).

On peut s'interroger sur le rôle de la Russie dans cette région où elle peut sembler, à première vue, n'avoir rien à faire. Outre l'opposition aux Américains qui soutiennent les Géorgiens désireux d'intégrer au plus vite l'O.T.A.N., ce sont aussi des liens historiques qui la retiennent au Caucase : la Géorgie a toujours entretenu des rapports étroits avec la Russie. Ces rapports sont aujourd'hui très mauvais peut-être à cause notamment de la cohabitation forcée entre les deux pays à l'époque de l'U.R.S.S. C'est ainsi plus par hostilité envers les Géorgiens que les Russes sont amenés à soutenir les Ossètes. À Tbilissi, on craint que l'appui accordé par les Russes aux régions séparatistes ne déstabilise gravement le pays, déjà fragile sur le plan politique.

Au cours du mois d'août dernier, l'Ossétie du Sud et toute la Géorgie ont été les témoins de violents affrontements causant des milliers de morts. Il m'est arrivé plusieurs fois d'entendre et de lire autour de moi des inexactitudes ou des imprécisions concernant le conflit, c'est pourquoi il me semblait important d'en rappeler le contexte afin de considérer la situation avec un regard objectif et comprendre que les médias occidentaux ont fait de cette crise un conflit russo-américain, négligeant par là-même les Ossètes et les Géorgiens locaux.

Hélène Gérardin (texte et carte)



Une réflexion personnelle sur la situation en Ossétie du Sud

“Je n’ai pas reconnu ma ville de naissance, détruite, nettoyée, l’hôpital n’existe plus... Beaucoup de médecins sont arrivés de Moscou (et des autres villes de Russie également), et ils n’avaient pas besoin de mon aide... Ce sont de bons médecins - qui savent travailler dans ce genre de situation.” C’est ainsi qu’une amie, Ossète de Moscou, m’a décrit l’arrivée dans sa ville natale, Tskhinvali, où vivent encore sa mère et son frère. “J’étais très triste en arrivant dans les rues de ma ville, à mon école, en voyant les maisons de mes amis... Il n’y a pas de mot pour décrire ça... Beaucoup de gens sont morts... Beaucoup de gens nettoient leurs maisons... Beaucoup de maisons gisent sur le sol, détruites par les tanks.”

Tskhinvali est une ville détruite. Dans la nuit du 7 au 8 août et les jours suivants, les deux-tiers de la ville sont devenus des ruines. Sur l’ordre du président géorgien Saakachvili, la population civile et les soldats de la paix russe ont été visés par l’armée géorgienne qui a fait bombarder la ville par l’aviation et l’artillerie, et ce jusqu’à l’arrivée de l’armée russe, où les rapports de force se sont alors vite inversés.

Sans doute par peur des velléités séparatistes au sein de leur propre état, mais aussi par l’influence du soutien des Etats-Unis et de l’OTAN au gouvernement géorgien, de nombreux pays n’ont pas condamné clairement l’action de la Géorgie. Pourtant, beaucoup de civils ossètes sont morts, et le peuple géorgien paie lui aussi les conséquences de ce choix politique, qui a entraîné la riposte russe. Pourtant, en soutenant que l’Ossétie du Sud est géorgienne, en martelant l’importance du respect de la « souveraineté territoriale de la Géorgie », les Etats-Unis et les pays européens risquent de déclencher un très long et terrible conflit, car les Ossètes ne quitteront jamais la terre de leurs pères. Une preuve de leur détermination ? Les trois-quarts des trente mille réfugiés sont déjà revenus dans la ville en ruine pour reconstruire et s’y réinstaller.

L’attaque géorgienne sur Tskhinvali et les villages sud-ossètes marque l’aveu d’impuissance d’un Etat cherchant vainement à faire croire que de nombreux Ossètes se sentent Géorgiens : lorsque la voie diplomatique ne suffit plus, l’utilisation de la force prend alors la relève, mais c’est la marque même de l’échec de la politique de réintégration des zones séparatistes. Sur ce



point, le discours de Saakachvili est incohérent : les Ossètes se sentiraient, pour nombre d’entre eux, tout à fait Géorgiens et les dirigeants séparatistes seraient des “bandits” qui prendraient “en otage”. Pourquoi alors bombarder les civils de Tskhinvali ? Pourquoi les réfugiés ossètes sont-ils tous partis à Vladikavkaz et non à Tbilissi alors que, suivant le même raisonnement, le gouvernement géorgien leur proposait l’accueil ?

Près de la moitié des Ossètes que l’on croise à Vladikavkaz sont des Sud-ossètes réfugiés après les conflits avec la Géorgie ; ils sont soit descendant des réfugiés du premier conflit en 1917 (ceux-là ont notamment fondé la petite ville de Nogir “Nog Ir” signifiant “Nouvelle Ossétie” à côté de Vladikavkaz), soit arrivés d’Ossétie du Sud ou de Géorgie après la guerre de 1992.

J’ai la chance d’avoir pu séjourner en Ossétie du Nord en avril dernier, pour une immersion linguistique et une découverte de ce très beau pays. Si on les interrogeait sur l’avenir de l’Ossétie du Sud, les Sud-ossètes répondaient tous de façon très pessimiste. Tous disaient alors s’attendre à une attaque géorgienne prochaine. Leur crainte s’est avérée exacte. Celle-ci est venue plus vite et plus brutalement qu’ils ne s’y attendaient.

La seule voie pour établir une paix durable, pour que s’achève enfin ce conflit - ressurgi après environ seize ans d’un statut quo qui ne pouvait être que provisoire - est d’admettre le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes.

Laurent Alibert (texte et photo)

Photo: Immeuble de Tskhinvali criblé de balles.

Le Hezbollah fête le retour de ses prisonniers à Baalbek

Huit jours après l'échange des prisonniers du Hezbollah avec Israël le 16 juillet 2008, et leur retour triomphal à Beyrouth, c'est à Baalbek, célèbre fief du Parti de Dieu dans la plaine de la Bekaa, qu'ils ont été reçus en héros.

À l'entrée du magnifique site archéologique, se trouve désormais un « musée » à la gloire du Parti et de ses martyrs, ouvert à la mi-juillet pour le deuxième anniversaire de la guerre de 2006 contre Israël. Entre les immenses portraits de Hassan Nasrallah et de l'ayatollah Khomeiny, de nombreuses maquettes et photos exaltent les valeurs du Hezbollah, surtout fondées sur la résistance à Israël – plusieurs « scènes » montrent des chars israéliens détruits, en feu, des cadavres gisant au sol, toujours grâce au « courage » et à la « vaillance » des miliciens. Une rétrospective complète de la guerre rappelle également « l'agression israélienne et la grande victoire du Parti de Dieu. »

C'est donc devant ce musée hautement symbolique qu'était organisée la célébration. Les cinq anciens prisonniers – dont quatre appartiennent au Hezbollah et un au Front Populaire de Libération de la Palestine – sont arrivés dans de grandes limousines noires, avant d'être accueillis par une haie d'honneur des miliciens de Saraya Lubnaniya, autre mouvement de résistance libanais, regroupant des membres de toutes les confessions et proche du Hezbollah. Cela montrait bien que face à Israël, les divers mouvements de résistance peuvent réussir à s'unir par intérêt.

Applaudis par une foule fière et heureuse, qui n'a toutefois pas témoigné de grands débordements de joie, les

cinq hommes libérés ont pris la parole et après avoir loué Dieu, ils ont remercié les gens pour le soutien reçu contre « l'État sioniste » d'Israël, en affirmant avec force leur volonté de « continuer à défendre » le Liban. Le doyen des anciens détenus et ancien membre du F.P.L.P., Samir Kuntar, condamné cinq fois à la prison à vie pour meurtre en Israël, a donc été accueilli avec ferveur par tous ceux qui réclamaient sa libération depuis plus de 25 ans.

Pour le Hezbollah, après la guerre de 2006, c'est une nouvelle « grande victoire », qui ne fait que renforcer « le prestige » dont il bénéficie déjà. En effet, lors de cet échange, le Hezbollah a rendu à Israël les dépouilles de deux de ses soldats – les deux Israéliens enlevés en juillet 2006 qui avaient servi de prétexte à l'attaque israélienne – en échange de ces cinq hommes, dont Samir Kuntar, que l'État hébreu avait toujours refusé de libérer jusqu'à aujourd'hui.

Beaucoup sont ceux qui ont vu dans cet échange, et surtout dans la joie du Hezbollah, un côté malsain de par le fait que le Parti de Dieu a échangé des dépouilles contre des détenus. Pourtant, ça n'était pas la première fois, puisque déjà en 2004, le Hezbollah avait obtenu la libération de 435 prisonniers et la restitution de 60 dépouilles, contre 3 corps de soldats israéliens. Et cela leur avait d'ailleurs fait prendre conscience du fait que la seule façon d'obtenir la libération de détenus était de les échanger contre des otages...

En Israël, le Premier ministre Ehoud Olmert sera bientôt remplacé par Tzipi Livni, la ministre des Affaires Étrangères. Réputée intègre et très populaire, elle aura à charge de constituer un nouveau cabinet rapidement si elle souhaite devenir la seconde femme Premier ministre après Golda Meir. Mais beaucoup pensent qu'on ne pourra éviter la tenue d'élections législatives anticipées début 2009, qui pourraient voir revenir au pouvoir la droite nationaliste du Likoud de Benjamin Netanyahu.

Et dans ce contexte, alors que le Liban a enfin réussi à former un gouvernement d'union nationale et que nombreux sont ceux qui demandent le désarmement de la milice chiite, l'avenir du Hezbollah reste incertain et personne ne peut encore prévoir de quelle manière il arrivera à se positionner dans la vie politique libanaise, et dans ses relations avec Israël.

Benjamin Wiacek (texte et photo)

Photo : Les prisonniers du Hezbollah accueillis par leurs miliciens



Le cinéma israélien.

Les films israéliens ont fleuri ces derniers mois sur les écrans. Et non des moindres, puisque beaucoup ont été sélectionnés dans les festivals internationaux, certains ayant décroché des prix.

Parmi eux, "Valse avec Bachir", un long-métrage autobiographique qui plonge Ari Folman, le metteur en scène et personnage principal, dans les méandres des souvenirs troublants qui lui restent de sa courte vie de soldat au Liban. Une valse sublime de dessins aux couleurs ocres.



"Les Citronniers", dernier film d'Eran Riklis, raconte l'histoire d'une veuve palestinienne, Salma, vivant sur la ligne verte séparant Israël des Territoires Occupés. Voisine du ministre de la défense israélien, Salma possède un verger de citronniers qui sépare sa maison de la villa du haut responsable. Le verger devient très vite un enjeu de la sécurité d'Israël et Salma de se battre pour garder la seule ressource qu'elle a héritée de son père. Ce film tente modestement, mais de manière brillante, d'interroger cette société israélienne aux prises avec une guerre aux conséquences parfois absurdes. Le dernier film de Joseph Cedar, "Beaufort", est un film de guerre qui n'en est pas un. Beaufort, ancienne forteresse croisée située au sommet d'une colline de la plaine de la Bekaa, est le symbole du conflit qui opposa Israël à son voisin arabe du nord en 1982. En 2000, à Beaufort flotte toujours le drapeau israélien jusqu'au retrait des troupes. Dans l'avant-poste de Beaufort, de jeunes soldats de Tsahal qui, pour la plupart, aimeraient se trouver aux bras de leurs petites copines à danser sur les pistes des boîtes branchées de Tel-Aviv. Liraz, un jeune commandant, convaincu de la nécessité de la guerre, dirige ses troupes. Mais l'ennemi est invisible et la situation s'éternise. Les scènes d'action sont peu présentes, laissant place aux incertitudes et aux interrogations de jeunes soldats sur une guerre sans nom, sur une issue impossible. L'attente de la mort, les blessés et les décès qui défilent sous les yeux des autres qui attendent leur départ ou la fin. Un huis-clos poignant jusqu'à la dernière scène.

Une actrice israélienne qui n'en finira pas de faire parler

d'elle. Ronit Elkabetz, d'origine marocaine, que l'on a vue dans deux films cette année, éblouit par son jeu, son charisme, un visage entouré par de longs et épais cheveux noirs, à l'empreinte remarquable. Les spectateurs de la "Visite de la Fanfare" d'Eran Kollirin, succés de 2007, ont sans aucun doute été émus par cette femme qui impose son style.

Dans ce film, Ronit Elkabetz campe le rôle de Dina, une tenancière d'un petit restaurant perdu au milieu du désert israélien. Sa vie banale et monotone est bousculée le jour où une fanfare égyptienne venue célébrer l'ouverture d'un centre culturel arabe des alentours croise, par un concours de circonstances, le destin de Dina. Parsemé de scènes burlesques et rempli d'images poétiques, ce long-métrage évite habilement le cliché d'un énième film sur la réconciliation. S'il est humaniste, il va au-delà de la question du conflit israélo-arabe et interroge sur la communication, sur le langage des hommes.



Dans "Sept jours", deuxième volet de la trilogie qu'elle et son frère ont réalisée, Ronit Elkabetz incarne le rôle de Viviane. En deuil, entourée de sa famille et de son mari, dont elle essaye d'obtenir le divorce. Un deuil à huis-clos pendant sept jours selon la tradition hébraïque. Au fur et à mesure, on en sait plus sur les personnages, sur leurs relations, leurs différends. Des scènes qui tourment parfois au règlement de compte sur fond de traditions religieuses à respecter et de bourdonnements de sirènes d'alerte. Nous sommes en 1991, durant la guerre du Golfe. Le film s'impose comme une partie du miroir de la société israélienne, de ses contradictions, de ses interrogations. Un miroir fragile, mais vigoureux et tendre.

Nassira El Moaddem

Affiche : www.commeaucinema.com/

Photo : Ronit Elkabetz dans "Sept jours" ; Le Monde.fr

Le système universitaire américain.

Bienvenue à Berkeley, ses quatre piscines, son énorme centre de fitness, sa trentaine de bibliothèques, ses cafés, son musée d'art moderne... Non, Berkeley n'est pas le nouveau village Club Med, mais en fait... la première université publique des États-Unis !

Fondée en 1868 et située à une demi-heure en train de San Francisco, Berkeley compte environ 31 000 étudiants. Elle est classée parmi les premières universités mondiales (au 4ème rang d'après le Webometrics Ranking of World Universities) et c'est la première université publique du pays, grâce à la réputation de ses départements d'économie, d'ingénierie et de droit, pour ne citer que ceux-là.

Effectivement, pour l'étudiant français se promenant sur le campus, Berkeley se révèle une source d'émerveillement à bien des égards, tout d'abord de par l'architecture des premiers bâtiments, réalisés par l'architecte John Galen Howard, qui est pour le moins imposante. Il s'agit de hauts bâtiments complètement blancs et dont le style s'inspire de l'architecture gréco-romaine, avec des toits en tuiles rouges. Le dernier bâtiment à avoir été inauguré, en mars 2008, est une bibliothèque dédiée à l'Asie orientale : plus de 900 000 livres en japonais, chinois et coréen ! Le Français s'extasiera aussi à l'intérieur : c'est propre, les salles sont modernes, équipées de multiples tableaux (tiens, il y a même de la craie !), projecteur et compagnie (tiens, pas besoin de passer une demi-heure pour le faire fonctionner !) et pas de dessins sur les tables... Même constat dans les bibliothèques, et les horaires d'ouverture

nous en bouchent un coin : ouvertes 7 jours sur 7 jusqu'à 21h, et 24h sur 24 avant les examens. Enfin, et votre humble reporter vous a gardé le meilleur pour la fin, des toilettes toujours fournies en papier-toilettes ; ô miracle ! vous exclamez-vous. Voilà pour la visite.

Mais alors, question naturelle, quel est le prix de tout ce ... luxe ?! Pour porter fièrement les couleurs de Berkeley – ce qui est à prendre au sens propre, car beaucoup d'étudiants portent casquette/T-shirt/jogging aux couleurs de leur université – il vous en coûtera la modique somme de 4 500 dollars ... par semestre (pour les résidents californiens) ! Cela sans compter logement et dépenses annexes. Et encore il s'agit d'une université publique. Est-ce donc un système élitiste ? Est-ce que la différence de standing justifie l'écart de prix ? On comprend que les universités françaises soient en retrait dans les classements mondiaux par rapport à cela, mais qui accepterait de payer une somme pareille en France ? Avant de comparer les deux systèmes universitaires, ou de tirer des conclusions hâtives, il faut bien avoir en tête une différence majeure : en France, l'éducation est un droit et une nécessité, aux États-Unis, c'est un service et un investissement.

Parce que l'éducation est un service, les études sont organisées de manière à ce que l'étudiant soit accompagné au maximum. L'université offre une quantité impressionnante de services, que l'on a énumérés plus haut, et la première semaine de cours est une série de concerts et distributions de cadeaux gratuits. Alors que l'on demande aux étudiants français de choisir leur voie dès la terminale, le système américain permet plus de flexibilité : pendant les deux premières années



d'études (sur quatre au total, mais on peut prendre plus de temps), on a la possibilité de prendre des cours sur tout ce que l'on souhaite. Il faudra seulement, ce temps écoulé, déclarer à l'administration le domaine d'étude choisi (la « major »), cela à la condition d'avoir déjà validé une liste de cours requis pour ladite major. Il faut tout de même mettre un bémol, car on est admis dans une université au titre d'un département particulier (humanités ou économie par exemple) on ne peut déclarer une major qu'au sein de ce département. Néanmoins, une demande de changement de département est toujours possible, l'administration fonctionne alors au cas par cas. De plus, l'attention accordée à chaque élève permet de limiter au maximum les échecs : en général, un cours se compose d'un amphi et de TDs à faibles effectifs, le premier étant donné par le professeur attiré, les seconds par un étudiant d'une année supérieure. On a donc deux professeurs pour chaque matière et les deux tiennent des "office hours", c'est-à-dire qu'ils sont à la disposition des étudiants dans une salle du campus une fois par semaine. On peut y ajouter les "review sessions", c'est-à-dire les séances supplémentaires avant l'examen, où l'on revoit les points importants du cours. À toute cette énergie dépensée pour faciliter l'apprentissage des élèves, il y a une "contre-partie" : on exigera assiduité et beaucoup de "homeworks". Tout cela n'est néanmoins pas la règle unique, car chaque professeur dispose d'une grande latitude pour organiser sa classe. Les étudiants choisissent en moyenne quatre cours par semestre, soit environ 16 h de cours par semaine. Quant aux professeurs, s'ils ont beaucoup de moyens mis à leur disposition, on leur en demande aussi plus. Une place fixe à Berkeley se gagne en dix ans, avec une production de trois ou quatre publications par an, sans compter que la fin de chaque cours est sanctionnée par les résultats d'un questionnaire rempli par les étudiants.

Parce que l'éducation est un investissement, poursuivre des études à l'université est un réel choix personnel, que seuls 35% des Américains avaient fait en 1998. Le prix est certainement un élément déterminant, mais il convient de modérer notre jugement par quelques données inhérentes aux États-Unis. Tout d'abord, parce que la dette y est un mode de vie, à tel point que si vous voulez louer un appartement ou même prendre un abonnement téléphonique, on vous demandera votre historique de dette. Si vous n'avez jamais été endetté, on ne saura pas « qui » vous êtes. Pour être

un bon candidat à un prêt aux États-Unis, il faut donc soit avoir peu de dettes, soit avoir eu des dettes, mais les avoir remboursées ! Contracter un prêt pour ses études est donc tout à fait faisable : ceux-ci ont augmenté d'un facteur 10 en 10 ans. Mais cela veut aussi dire commencer la vie active en étant endetté... Beaucoup d'étudiants travaillent pour financer leurs études, et certains ont commencé au lycée. Travailler pendant ses études n'est pas une situation idéale, mais c'est certainement plus facile à Berkeley qu'ailleurs. D'abord parce que le nombre d'heures de cours est limité (bien que cela dépende au final de chaque matière), et puis parce que Berkeley emploie une partie de ses étudiants. Le personnel de bibliothèque est, par exemple, presque exclusivement constitué d'étudiants. On peut aussi généralement, dès sa troisième année, travailler comme professeur de T.D. ou assistant de recherche dans un laboratoire. Enfin, le campus de Berkeley étant situé au centre de la ville du même nom, les possibilités ne manquent pas dans toute l'économie qui est générée par la présence du campus. Mais ce qui est remarquable aux États-Unis, c'est la quantité de bourses pour lesquelles on peut postuler. Elles proviennent des universités elles-mêmes (citons Princeton, qui accorde des bourses de 43000\$ en moyenne pour les plus bas revenus), du gouvernement ou de fondations privées. Elles sont généralement basées sur les ressources ou le mérite des étudiants. 75% des étudiants de Berkeley bénéficient ainsi d'une aide financière.

Au regard de tout ce qui a été dit, le succès du système américain semble être le résultat des moyens investis, certes, mais aussi d'un souci tout américain d'efficacité et de rattachement du savoir à la pratique. Ainsi, et l'on conclura sur ce constat, un étudiant de master, venu donner des cours de chimie dans une université française pour un an, me disait avoir été impressionné par l'ampleur des connaissances des élèves, mais que ceux-ci "avaient bien du mal à faire une manipulation."

Laure-Hélène (texte et photo)

Photo: The CV Starr East Asian Library

Le parcours du combattant des étudiants turcs.

En Turquie, l'accès aux universités est un intense parcours du combattant et ... un marché juteux. L'examen de l'Ö.S.S. (Öğrenci Seçme Sınavı), mis en place depuis 1974, ravive le stress des futurs étudiants du pays. En juin dernier, le traditionnel concours d'accès aux universités a rassemblé plus d'un million et demi de candidats, qui ont planché sur d'interminables questions, sésame pour accéder aux bancs de la fac et réussir à briger les prestigieuses universités des grandes métropoles, ou pas. Car la sélection est impitoyable. Tous rêvent d'entrer dans les grands campus stambouliotes ou d'Ankara. À Istanbul, les célèbres universités de Bogaziçi et de Galatasaray et à Ankara, la convoitée Middle East Technical University raflent les premières places du palmarès des établissements les plus prisés. Le rang de classement obtenu après le concours déterminera l'université dans laquelle les futurs étudiants turcs feront leurs armes. Chaque année, de 30 à 39 % des lycéens sur l'ensemble des candidats sont effectivement admis à l'université.

La course à la réussite.

La difficulté du concours, le nombre important de candidats et l'espoir d'être admis dans des universités de renom poussent bon nombre de jeunes lycéens turcs à multiplier les moyens pour réussir le concours. On assiste, dans toute la Turquie, à une prolifération des systèmes de cours dans les « dersane », des instituts privés proposant, après la classe, des enseignements complémentaires. Leur nombre est passé de 1075 en 1998 à 2615 en 2004. Les "dersane" de langue, notamment d'anglais ou de français, rencontrent un franc succès. On voit également l'émergence de cours à domicile, notamment au sein de la bourgeoisie et de l'élite turque des grandes villes, dispensés par des professeurs en second service ou par des étrangers (filles au pair, étudiants étrangers...). Si leur constante augmentation prouve l'élévation du niveau d'éducation en Turquie, il interroge tout autant sur un système où la course à la réussite est devenue un enjeu national, ponctionnant une grande partie du budget des familles turques. Beaucoup de parents avouent avoir délibérément réduit le nombre de leurs enfants, car les cours du soir et les dersane qui coûtent cher aux familles les plus modestes, tout autant soucieuses de l'avenir de leurs enfants que les autres.



Un foisonnement d'universités : la libéralisation de l'enseignement.

Ce qui marque le paysage de l'enseignement supérieur turc, c'est la multiplication du nombre d'universités privées. La première, Bilkent (« ville du savoir » en turc) à Ankara, créée en 1982, figure désormais parmi les meilleures universités du pays. Il existe aujourd'hui environ 25 universités privées, la plupart étant l'émanation de fondations privées de grandes holdings turques: Koç, Sabancı... Mais le développement de ces universités, aux frais d'inscriptions souvent élevés, inquiète, car elles ont une incidence directe sur leurs semblables publiques. Beaucoup de professeurs du public se tournent désormais vers le privé, attirés par des salaires plus alléchants. L'état, quant à lui, se désengage de plus en plus des universités publiques : certaines, vétustes et dégradées, ne bénéficient pas de l'attention des pouvoirs publics. Les fréquents effondrements d'établissements ou de pensionnats ravivent régulièrement les discussions autour de la négligence des autorités publiques quant à l'entretien des locaux, voire quant à l'attribution des marchés publics. Beaucoup en Turquie dénoncent des octrois opaques et des pratiques clientélistes conduisant à des catastrophes comme celle du 3 août 2008 dans la banlieue de Taskent, à 350 km au sud d'Ankara. Ce jour-là, 18 personnes ont péri, 17 écolières et leur professeur, à la suite de l'explosion de leur pensionnat, due à des fuites de gaz. Selon les éléments de l'enquête, il s'agirait d'une défaillance dans la construction de l'immeuble.

Nassira El Moaddem

Photo : Université du Bosphore d'Istanbul

L'aventure du Transsibérien.

Petits conseils à l'usage de ceux qui voudraient se rendre de Paris à Oulan Bator, capitale de la Mongolie, en prenant le Transsibérien.

Pour se rendre en Mongolie, le Transsibérien demeure encore le moyen le moins cher. En effet, les deux autres possibilités, avion jusqu'en Chine et Transmongolien ensuite, ou vol direct vers Oulan Bator, sont hors de prix, en comparaison.

Je suis allée de Paris à Moscou en avion (avec un transit par Prague), et de Moscou à Oulan Bator en Transsibérien, et retour. Si votre destination finale est la Mongolie et que vous y restez plus d'un mois, vous ne pouvez vous rendre jusqu'à Moscou qu'en avion (les cars passent par la Biélorussie, il faudrait donc un visa de transit biélorusse qui ne peut être, pour le retour, obtenu en Mongolie, à l'issue de la prorogation sur place du visa mongol d'un mois, la Mongolie ne comportant pas de consulat biélorusse). En matière de visa, sachez que pour prendre le Transsibérien, un visa russe de transit suffit, le Transsibérien lui-même étant considéré comme lieu de séjour.



Il est possible de prendre son billet de Transsibérien par Internet, via le site www.espace-transsiberien.com. Lorsque j'ai reçu ma preuve de réservation par mail, j'ai négocié avec l'ambassade de Russie afin qu'elle accepte cette pièce comme preuve de paiement pour me délivrer mon visa de transit russe. Cela me permettait d'aller récupérer mon billet de Transsibérien directement sur place à Moscou avant mon départ, et donc d'économiser sur les frais d'envoi du billet à domicile. Pour le billet retour, je l'ai acheté directement à la gare

d'Oulan Bator : cela revenait moins cher aussi. Mais attention : il faut s'y prendre suffisamment tôt pour ne pas risquer de se retrouver sans train pour rentrer et respecter les dates strictes des visas. Malheureusement, compte tenu du fait que chaque halte multiplierait d'autant le prix du trajet, il n'est pas possible pour toutes les bourses de visiter les villes traversées.

Lors de mon voyage aller, une série de quiproquos a provoqué des réactions en chaîne. Ainsi à Paris, à la question "Allez-vous à Prague ?", ayant répondu "oui", sans préciser que ma destination finale était Moscou, arrivée à Prague, je me suis retrouvée sans bagages, car ceux-ci n'avaient pas été transférés. J'ai tenté de faire faire le nécessaire pour que mes bagages me suivent à Moscou, mais arrivée à Moscou, ils avaient du retard, et je n'ai pas pu les récupérer à temps avant de prendre le soir même le Transsibérien. Je les ai donc fait suivre à Oulan Bator. Arrivée à Oulan Bator, j'ai eu la chance de pouvoir finalement les récupérer, non à l'aéroport, comme prévu, mais au bureau d'Aeroflot. Moralité : il faut être très scrupuleux sur les destinations intermédiaires et finales que l'on indique à l'aéroport. Au retour aussi, mes bagages sont restés coincés à Prague pendant une semaine. C'est à se demander s'il faut éviter les escales à Prague pour un Paris-Moscou !

Par ailleurs, il faut signaler que les horaires indiqués sur le tableau des wagons du Transsibérien sont plus ou moins relatifs. Si le train a quelque retard, celui-ci peut être rattrapé sans préavis, en faisant repartir le train plus tôt que prévu. Si l'on est descendu du train pour s'aérer et marcher, on peut ainsi le manquer : il faut alors sauter dans le train en marche en prenant garde au train qui arrive en face, ou alors, si on a de la chance, compter sur la provodnitsa (la dame qui s'occupe du wagon), pour faire arrêter le train déjà trop rapide pour pouvoir y monter en marche ! Il ne faut donc jamais trop s'éloigner du train, sous quelque prétexte que ce soit (y compris celui, bien légitime, de s'acheter à manger sur le quai ou dans la gare).

Arrivé à la frontière entre la Russie et la Mongolie, il faut être extrêmement vigilant sur les délais d'expiration des visas, sous peine de se faire débarquer du train sans ménagement.

Toutes ces précautions prises, vous n'aurez plus qu'à profiter du Transsibérien, des paysages grandioses de Sibérie et de l'omoul, poisson du Baïkal !

Estelle Delavennat (texte et photo)

Photo: Le lac Baïkal vu du Transsibérien

La bataille perdue du commerce équitable ?

De ses prémices idéologiques énoncées au 19^{ème} siècle à sa mise en pratique depuis une cinquantaine d'années, le commerce équitable (C.E.) a su s'imposer dans les sociétés occidentales comme un mode de consommation alternatif permettant d'allier éthique et économie. Selon le site <http://www.commerceequitable.org/>, Max Havelaar France, principal avatar du C.E. dans le monde, a vu son chiffre d'affaires passer de 18 millions d'euros en 2001 à 120 millions en 2005. Certains pays font également bonne figure, comme l'Autriche, où 70% du café biologique consommé est équitable. Une goutte d'eau par rapport à l'ensemble du commerce européen, où le C.E. ne totalise que 0,1% des échanges. Cependant, avec une telle croissance, on peut désormais parler d'un fort engouement populaire pour un label qui propose de multiplier jusqu'à trois fois le revenu des producteurs, tout en les faisant travailler dans des entreprises à taille humaine.

Les principaux effets de ce type de commerce ont été de provoquer une prise de conscience du consommateur qui, alerté du manque d'égalité de revenus au sein de la population mondiale, en est venu à vouloir, lui aussi, jouer un rôle dans l'harmonisation des sociétés, et notamment du rapport Nord/Sud (exploitants/exploités). En se portant garant pour une meilleure rémunération des artisans du tiers-monde, le C.E. est ainsi parvenu à placer une vignette éthique sur un commerce qui, au fond, soulève quand même un nombre important de questionnements quant à cette fameuse morale consumériste.

En effet, bien que se vantant du contraire, le C.E. n'est pas équitable. Il subsiste toujours un fossé de revenus énorme entre les populations productrices et les acheteurs, que les arguments de la différence de niveau de vie ne parviennent pas à combler. Il est vrai que

ces gens gagnent mieux leur vie, mais ont-ils seulement accès à une couverture sociale décente ? Quel est le pourcentage de leurs revenus consacré à leurs loisirs ? Ce commerce ne céderait-il pas involontairement à la logique néocolonialiste en lui collant une jolie étiquette permettant de dédouaner les consommateurs du moindre remords ? Dans ce cas, il participerait à cautionner un système – la mondialisation – qui a prouvé à de multiples reprises, lors des dernières décennies, à quel point le facteur social était loin de ses préoccupations. Il est aussi intéressant de se poser la question du coût écologique, à une époque où la vague bio déferle, elle aussi, sur nos sociétés. Une banane importée du Brésil, qu'elle soit équitable ou pas, se justifie-t-elle vraiment lorsqu'on ne peut qu'imaginer combien de tonnes de fuel ont été nécessaires à son transport ? Ce problème rejoint celui de la culture bio qui, même si elle a su développer des modes de production plus respectueux de la nature, n'a toujours pas réglé ses problèmes de logistique. Enfin, sachez que le commerce équitable se doit d'être rentable. En cela, il participe à la disparition des cultures vivrières au profit de cultures tournées vers l'exportation¹, qui coupent les producteurs de leur nourriture de tous les jours. Quelle ironie de devoir acheter des fruits et légumes que l'on faisait pousser avant soi-même lorsqu'on est cantonné à produire du café destiné à réchauffer les chaumières ! Il en résulte des pays dépendants des importations de produits agricoles comme peuvent aujourd'hui l'être l'Uruguay ou un « tas » d'autres pays, alors que les risques que cela comporte sont importants. Il n'y a qu'à se rappeler les émeutes de la faim en Haïti ces derniers mois à la suite d'une augmentation du cours des denrées de base, rendant impossible leur achat par les populations les plus pauvres.

En somme, les bienheureux criant au génie en évoquant le commerce équitable se trompent. Si c'est un pas en avant, le combat vers l'équité est loin d'être gagné et il ne faudrait surtout pas le masquer en leurrant les consommateurs sur leur « achat responsable » grâce à une étiquette prétendant le contraire.

Renaud Barne

¹ Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, le Brésil est aujourd'hui le second pays producteur de soja, alors qu'il n'en produisait quasiment pas avant 1975.



À la mémoire d'un camarade.

Parce que la vie n'est pas constituée que de préoccupations universitaires, de souvenirs de voyage ou de projets d'avenir, j'ai demandé à la rédaction de bien vouloir publier ce court texte écrit sans prétention à la mémoire d'un étudiant décédé subitement une semaine avant les examens de mai. Comme nous tous, il avait la passion des langues, celle des études qui y étaient attachées et la passion de la vie en général. Cet hommage posthume doit nous rappeler de vivre la vie comme lui l'a vécue, en profitant pleinement de chaque instant, comme il aurait souhaité que tous nous la vivions.

« Il s'appelait Jean-François. Son nom n'a, à vrai dire, que peu d'importance, moi-même l'ai su et oublié, pour n'utiliser que son prénom. C'était un vieux monsieur, pour les jeunes étudiants que nous sommes. Il était toujours présent et pourtant si discret que c'est à peine si on le remarquait. Un monsieur un peu trop gros avec la chemise qui pendait et des sandales. Il portait à bout de bras son cartable qui semblait dater de l'école primaire, celle des plumiers et des tabliers gris, des maîtresses sévères et des règles en bois. Parfois, on pestait contre lui, car il ne se dépêchait pas assez pour monter les escaliers ou sortir de l'amphi. Trop lent. Parfois aussi on souriait de ce ronflement qui lui échappait lors des premiers cours de l'après-midi. Trop fatigué. On ne se moquait pas, on souriait seulement. Puis, c'était le moment de réciter sa leçon. Comme pour beaucoup d'entre nous, l'accent et la prononciation étaient encore hésitants, mais il ne renâclait jamais, les devoirs pas toujours finis, comme pour beaucoup, mais toujours faits avec application. Sérieux. Mais ce n'est pas pour autant qu'on lui adressait la parole. Plus dans le coup. Et puis il y avait ceux et celles qui l'ont côtoyé un peu plus, dont il était devenu camarade, ami. Eux aussi ont commencé par se dire tout cela, puis, séduits par sa douceur et sa gentillesse, sont allés au-delà des apparences.

Chacun, chacune a ainsi pu en apprendre plus sur sa vie, celle d'un ingénieur des télécoms en pré-retraite qui avait trouvé à l'INALCO, une échappatoire à une période trop calme pour lui, à la solitude post-emploi, en attendant que sa femme soit elle aussi à la retraite, se plaisait-il à dire. Il ne visait pas le master ou la licence, il ne recherchait pas la perfection, il était seulement mu par sa curiosité, celle qui faisait pétiller ses yeux lorsqu'il parlait de choses qu'il connaissait ou de ses nombreux voyages, passés ou en projet. En fait, il n'était pas si différent de nous, s'excusant pour ses devoirs non faits comme l'enfant pris en faute, des rêves plein la tête et de l'amitié à revendre. Nous qui l'avons un peu connu et qui avons partagé un peu de temps avec lui, nous connaissions cette gentillesse et son humilité, sa timidité aussi, celle-la même qui faisait qu'il ne parlait que peu de lui et écoutait plutôt les autres.

Jean-François avait un cœur gros comme cela, trop gros peut-être, mais je suis sûr qu'il ne regrette rien de ces deux ans. Nous, en revanche, nous te regrettons déjà ; ces instants d'avant cours où nous échangeons quelques mots, quelques doutes quant aux leçons incomprises, quant aux examens à venir, nous manquent déjà, on en vient à ralentir dans les couloirs, espérant que tu nous rattraperas... Je ne sais pas où tu es, mais comme tu y es arrivé avant nous cette fois-ci, garde-nous une place dans les rangs du fond, on n'arrivera peut-être pas tout de suite, mais je sais que tu n'es pas pressé. On parlera de l'empire ottoman, on récitera ensemble la burnayta... »

Frank Schaber

La Page des assos

L'INALCO est en toi !

Sais-tu que l'année dernière a été ponctuée par quelques événements étudiants fort sympathiques qui nous ont aidés à faire connaissance avec de multiples cultures : des événements ciblés sur un centre, comme la Fête du Printemps fin mars à Clichy, ou ceux ciblés sur une culture, comme la projection régulière de films indonésiens, mais aussi des événements concernant l'ensemble de notre institut comme la désormais rituelle journée du Langues'O show, où toutes les cultures de l'INALCO (ou presque) se rencontrent dans la cour et les salons des magnifiques bâtiments rue de Lille...

Cette année, c'est reparti mon kiki, comme on dit ! On a tous plein de bonnes résolutions et de beaux projets en tête pour cette nouvelle année qui démarre et on compte bien les réaliser ! Que dis-tu d'une Journée des Assos de l'INALCO pour apprendre à se connaître, d'une super Soirée d'Intégration digne de ce nom, d'une énorme Journée Portes Ouvertes pour faire aimer notre institut, d'une merveilleuse journée Langues'O Show, parce qu'on ne s'en lasse pas, et le tout entrecoupé de dizaines d'événements culturels à organiser dans un ou plusieurs centres et concernant une ou plusieurs langues ? Ça te tente ? Eh bien en route !

Pour réaliser tout ça, l'INALCO a beaucoup

d'assos étudiantes : tu n'as plus qu'à choisir celle qui te convient ! Tu peux aussi devenir élu étudiant pour connaître (et améliorer ?) le fonctionnement de l'institut ! Et puis, un peu d'engagement dans ta vie d'étudiant, ça anime ton année, ça valorise l'institut (et ses formations) et en plus ça fait bien sur ton CV... bref, plein de bonnes raisons !

Et si par un étrange don de voyance que tu aurais hérité de ta grand-mère, tu sais que « tu n'auras jamais le temps de t'engager vraiment dans des responsabilités » (aussi utiles soient-elles pour toi et ton avenir), tu peux toujours partager des infos diverses et variées avec d'autres étudiants sur le forum des étudiants de l'INALCO (<http://www.assoplo.com/forum/>). Et n'hésite surtout pas, au cours de l'année, à participer aux événements que d'autres étudiants auront préparés pour toi, à écrire un petit truc pour le journal ou encore à proposer des idées aux assos ! Pour tout renseignement concernant les assos ou les élections des élus étudiants, tu peux contacter le journal à journal.langueszone@gmail.com ou l'association générale Planète Langues O' à pio@assoplo.com, ou vérifier les mises à jour sur les sites de ces deux assos ! Et n'oublie pas de surveiller les panneaux et les murs de ton centre pour connaître toutes les actualités !

Bonne année !

Ne me jetez pas ! Passez moi à votre voisin de cours !

L'association Babel a pour vocation d'animer le centre de Clichy. Babel est à la recherche de nouveaux membres pour pouvoir continuer à délivrer ses services (photocopies, micro-onde, livres de cours...) à tous les étudiants.

Pour plus de renseignements contactez : babelien@gmail.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Alexis Barbini

REDACTION REDACTEUR EN CHEF : Benjamin Wiacek

ONT COLLABORE (TEXTES) : Laurent Alibert, Véronique Antoinette, Renaud Barne, Laure-Hélène Boudier, Estelle Delavennat, Nassira El Moaddem, Hélène Gérardin, Frank Schaber, Benjamin Wiacek
ONT ILLUSTRE (IMAGES) : Anna Claire Pot (Couverture), Laurent Alibert, Laure-Hélène Boudier, Estelle Delavennat, Hélène Gérardin, Benjamin Wiacek
CORRECTION : Estelle Delavennat, Frank Schaber
DIRECTION ARTISTIQUE GRAPHISTE/MAQUETTISTE Véronique Antoinette
EDITEUR Langues zOne (association loi 1901)

IMPRIMEUR Inalco, 2 rue de Lille, 75343 Paris cedex 07 ; D'après la loi de 1957, les textes et illustrations publiés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs. L'envoi de textes, photos ou documents implique leur libre utilisation par le journal. La reproduction des textes et dessins publiés est interdite. Ils sont la propriété exclusive de Langues zOne qui se réserve tous droits de reproduction.

ISSN: 1774-0878

Venez nous retrouver sur <http://sites.google.com/site/journallangueszone/>